

# OPPORTUNITÉS ET FREINS AU DÉVELOPPEMENT DE LA CULTURE DU SOJA EN NOUVELLE-AQUITAINE

## Sommaire

Une filière lait de vache menacée par la diminution des actifs et le changement climatique.....2

L'AOP Beurre Charentes-Poitou, un atout pour maintenir la production dans le nord de la région.....2

Le tourteau de soja : un ingrédient indispensable pour maintenir la production laitière dans la région, mais des importations lourdes de conséquences .....3

Le soja, une culture propice pour massifier la diversification des assolements .....4

La relocalisation des outils de transformation : un enjeu de souveraineté territoriale.....4

Le besoin en eau du soja est le principal frein à l'augmentation des surfaces .....6

L'irrigation du soja : un besoin en eau modeste au regard de la ressource disponible .....6

## RÉSUMÉ

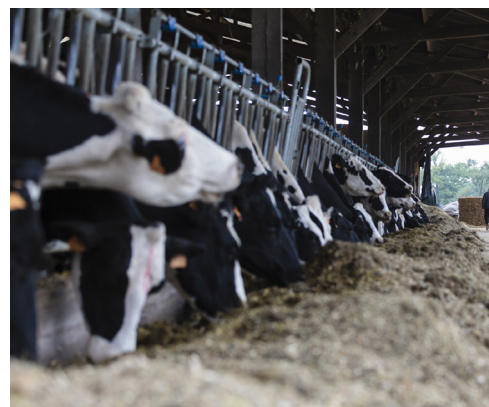


La région Nouvelle-Aquitaine connaît une baisse rapide de la production laitière en raison de la concurrence des cultures céréalières, du vieillissement des agriculteurs et du dérèglement climatique : la production de lait de vache a diminué d'un tiers en 10 ans, menaçant la filière toute entière.

Dans ce contexte, l'AOP beurre Charentes-Poitou permet de garder la production avec une meilleure rémunération des éleveurs, tout en intégrant de nouvelles attentes sociétales (non OGM, autonomie des élevages, interdiction des traitements chimiques des aliments...). Le système d'alimentation des vaches le plus efficace pour respecter le cahier des charges AOP et maintenir le niveau de production de lait est une ration maïs-herbe complétée de tourteau de soja.

Plutôt que d'utiliser du soja brésilien, responsable de la déforestation importée au lourd bilan carbone, cultivé avec force pesticides sur les terres de minorités indigènes spoliées, la relocalisation de cette production nous semble incontournable pour réussir la transition agroécologique, conformément aux engagements internationaux de la France et à la feuille de route Neo-Terra de la région. L'introduction de plantes fixatrices d'azote comme le soja, qui est un des principaux leviers de cette transition, répond également aux plans du Gouvernement sur la souveraineté alimentaire en important moins de tourteaux de soja et d'azote minéral.

La construction d'une usine de trituration par Alicoop à Pamproux en Deux-Sèvres, au cœur de l'ex-Poitou-Charentes, permettra de transformer localement les graines de soja et sécuriser les débouchés des producteurs, en réduisant les émissions de carbone et en augmentant la production et les emplois locaux. Le principal frein au développement des 7 000 ha de soja prévus d'ici 2028 est le manque de sécurité d'accès à l'eau en fin d'été pour les 70% de soja qui sont irrigués. Comme l'irrigation de ce soja supplémentaire ne sollicitera que 4% de la ressource en eau du bassin, nous proposons que les derniers tours d'eau sur le soja après mi-août fassent l'objet de dérogations, à l'instar des semences ou des légumes.



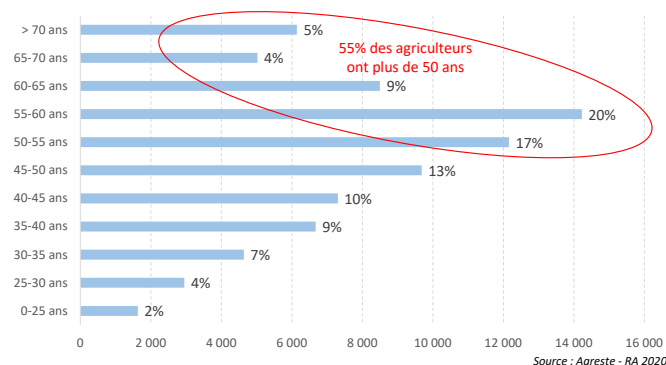
# OPPORTUNITÉS ET FREINS AU DÉVELOPPEMENT DE LA CULTURE DU SOJA EN NOUVELLE-AQUITAINE

## UNE FILIÈRE LAIT DE VACHE MENACÉE PAR LA DIMINUTION DES ACTIFS ET LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

La Nouvelle-Aquitaine compte en 2024 1 663 élevages laitiers, soit 4 % des exploitations françaises<sup>1</sup>. Le troupeau moyen compte 80 vaches laitières livrant annuellement 6 400 litres de lait<sup>2</sup>. La production se concentre en Pyrénées-Atlantiques et en Deux-Sèvres. Cette petite région laitière est en proie à une déprise rapide : la collecte de lait de vache régionale a baissé d'un tiers en 10 ans alors que dans le même temps la collecte française s'est maintenue<sup>3</sup>.

Cette déprise accélérée s'explique par plusieurs facteurs. La concurrence des cultures céréalières en zone de plaine d'abord. La pyramide des âges ensuite, avec 37 % des actifs agricoles de la région qui avaient entre 50 et 60 ans en 2020<sup>4</sup>. Enfin, le dérèglement climatique qui remet en cause la production de fourrages de qualité.

Age des exploitants et coexploitants en Nouvelle-Aquitaine en 2020



## L'AOP BEURRE CHARENTES-POITOU, UN ATOUT POUR MAINTENIR LA PRODUCTION DANS LE NORD DE LA RÉGION

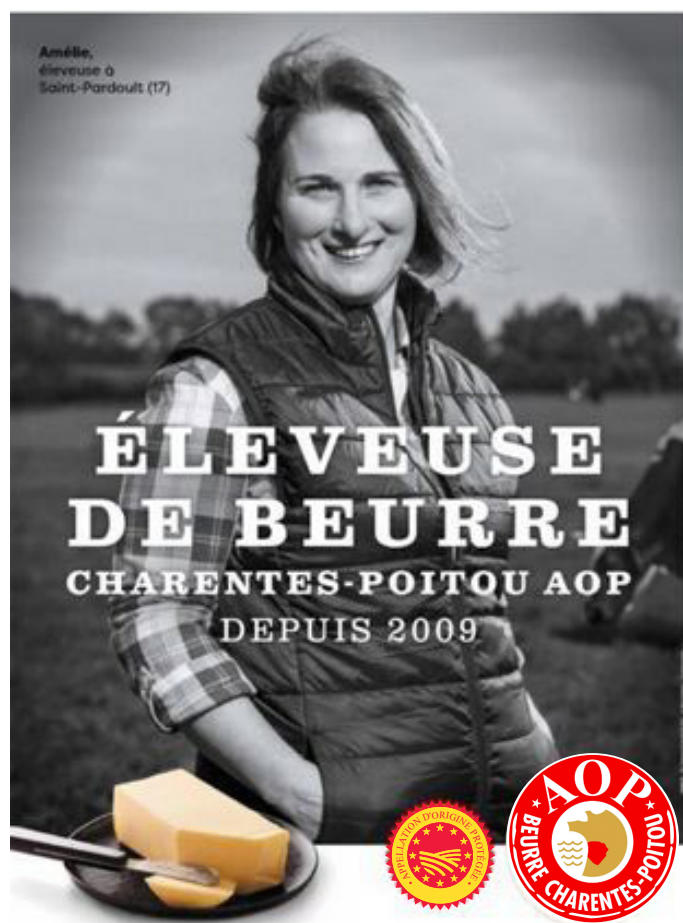
Le bassin Charentes-Poitou est composé de l'ex-région Poitou-Charentes et de la Vendée.

Premier beurre AOP de France, le beurre Charentes-Poitou répond à un cahier des charges portant historiquement sur la transformation du lait, mais qui s'est renforcé en 2022 pour intégrer de nouvelles attentes sociétales et environnementales. Il intègre aujourd'hui des exigences sur le mode de production du lait, comme une alimentation non OGM, des critères d'autonomie alimentaire et protéique, ainsi que l'interdiction des traitements chimiques des aliments.

Aujourd'hui, 1 800 producteurs laitiers sont engagés dans le cahier des charges. Ils ont livré 556,4 millions de litre de lait en 2024 pour produire 20 543 tonnes de beurre, dont 77% ont été consommées en France. Cette filière permet de maintenir 30 000 emplois locaux, directs et indirects, non délocalisables<sup>5</sup>.

Le prix du lait ainsi que sa stabilité sont importants pour favoriser les installations et les reprises d'exploitations laitières. L'adhésion à l'AOP Beurre permet d'améliorer et de stabiliser le prix du lait grâce à une prime fixe de 30 à 60 €/1 000 litres selon les laiteries.

Pour sécuriser l'adhésion à l'AOP Beurre Charentes-Poitou, il est indispensable de renforcer le modèle de polyculture élevage. Aujourd'hui les exploitations sont globalement autonomes en fourrages et en énergie, en revanche, elles manquent de protéines locales. Pour y remédier, le soja est l'une des meilleures solutions.



<sup>1</sup> Base de Données Nationale d'Identification

<sup>2</sup> Hors transformation et alimentation des veaux

<sup>3</sup> Agreste, statistiques agricoles annuelles

<sup>4</sup> Recensement Agricole 2020, % toutes productions confondues mais l'âge moyen des producteurs de lait (49 ans) est comparable à l'âge moyen toutes productions confondues (52 ans)

<sup>5</sup> Sources : Rapport d'activité 2024 du syndicat des Laiteries Charentes-Poitou et site du beurre [AOP Beurre Charentes-Poitou](#)

## LE TOURTEAU DE SOJA : UN INGRÉDIENT INDISPENSABLE POUR MAINTENIR LA PRODUCTION LAITIÈRE DANS LA RÉGION, MAIS DES IMPORTATIONS LOURDES DE CONSÉQUENCES

Le tourteau de soja est la source de protéine la plus efficace pour l'alimentation des ruminants.

C'est non seulement de loin la matière première la plus riche en protéine, mais elle est également très riche en énergie.

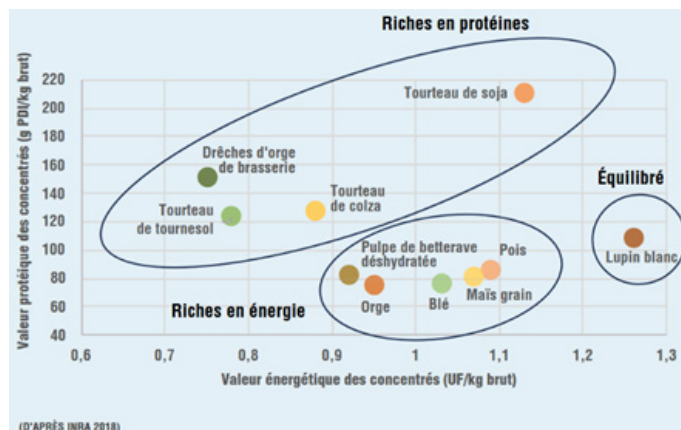
Ainsi, réduire le tourteau de soja dans une ration crée un déficit non seulement en azote, mais aussi en énergie.

Les fourrages protéiques (luzerne et herbe) sont riches en azote et peuvent combler une partie du déficit azoté, mais aggravent le déficit énergétique dont ils sont faiblement pourvus. L'association ensilage de maïs (riche en énergie) et tourteau de soja (riche en azote et en énergie) apporte une densité en éléments nutritifs qui permet d'augmenter significativement la production laitière. Ce modèle s'est développé historiquement dans les zones de plaine de la région, car la production laitière devait être suffisamment intensive pour se maintenir face à la concurrence des cultures céréalières.

De plus, la production herbagère en zone de plaine est limitée par le contexte climatique de la région, avec un déficit de pluviométrie l'été et des températures élevées. Le ray-grass anglais, la graminée la plus adaptée au pâturage des vaches laitières, ne pousse plus au-dessus de 25°C, et meure en cas de déficit hydrique prolongé.

Avec l'utilisation de maïs ensilage et de tourteau de soja, la production moyenne du bassin Charentes-Poitou est de 7 300 litres/vaches<sup>6</sup>. Les élevages qui densifient le plus leur ration peuvent monter à plus de 10 000 litres/VL<sup>7</sup>. Sans le recours au tourteau de soja, la productivité serait comparable aux élevages en agriculture biologique, en moyenne 5 500 litres/an<sup>8</sup>.

Selon ces chiffres, si l'on supprimait le recours au tourteau de soja, la production laitière du bassin Charentes-Poitou diminuerait de 26%. De plus, face à cette contrainte, nous estimons qu'au moins 1/3 des élevages choisiraient d'arrêter l'activité laitière plutôt que de transformer leur système en profondeur, où y seraient contraint financièrement car une majorité des élevages supportent des



investissements incompatibles avec une réduction de la production. Au total, cela diminuerait la production du bassin laitier d'au moins la moitié.

Le lait est un produit frais, difficile à transporter et rapidement périssable. Il nécessite des infrastructures de collecte, de stockage et de transformation coûteuses, qui ne peuvent se maintenir que grâce à une saturation suffisante des outils. La baisse des volumes collectés pourrait rapidement remettre en cause leur maintien<sup>9</sup>.

### Les importations de tourteau de soja sont lourdes de conséquences

95 % du tourteau de soja consommé en France est importé<sup>10</sup>, dont 72 % du Brésil. Les travailleurs qui produisent du soja au Brésil, en l'Argentine et au Nigéria ne perçoivent en moyenne que 67 % de la somme qui serait nécessaire pour atteindre un niveau de vie décent. De graves manquements aux droits humains ont été signalés dans la filière soja brésilienne, notamment autour de l'accaparement par la violence des terres et de l'eau appartenant aux minorités indigènes. L'utilisation intensive de pesticides nuit également à la santé publique en raison de la contamination des sources d'eau, des sols et de l'air. Mais surtout, la filière soja est la première responsable de la déforestation importée (4 763 ha à risque de déforestation en 2017<sup>11</sup>) loin devant l'huile de palme (2 931 ha) et le cacao (792 ha).

**Pour réduire l'usage de tourteau de soja, le premier levier est d'augmenter la part d'herbe ou de luzerne dans les rations. Le deuxième est la substitution, autant que possible, par du tourteau de colza. Mais il semble illusoire de vouloir se passer complètement du tourteau de soja. La relocalisation des surfaces et de leurs outils de transformation semble incontournable dans le cadre des ambitions de la feuille de route Neo-Terra pour l'agriculture, qui vise à réussir la transition agroécologique tout en maintenant l'élevage et le potentiel de production.**



<sup>6</sup> 963,8 millions de litres (FranceAgriMer) livrés pour 131 600 vaches laitières (Base de Données Nationale d'Identification/Agreste). Le lait transformé à la ferme ou autoconsommé par les veaux n'est pas compté

<sup>7</sup> Institut de l'Élevage, fiche repère «stock maïs» 2022

<sup>8</sup> Observatoire des coûts de production du lait de vache bio - Institut de l'Élevage - 2022

<sup>9</sup> L'informateur Judiciaire-Clap de fin pour l'Union Laitière de la Venise Verte

<sup>10</sup> Institut de l'Élevage, chiffres clés de l'alimentation des vaches laitières, 2023

<sup>11</sup> Rapport BASIC-Avril 2025-La face cachée de nos aliments importés

## LE SOJA, UNE CULTURE PROPICE POUR MASSIFIER LA DIVERSIFICATION DES ASSOLEMENTS

La diversification des assolements est une des principales clés pour réussir la transition agroécologique<sup>12</sup>. Elle produit de nombreux bénéfices comme la réduction des traitements phytosanitaires, la réduction de la fertilisation azotée, l'amélioration de la structure du sol, une biodiversité plus riche, une meilleure hétérogénéité paysagère...

La diversification peut également participer à une meilleure gestion des risques de l'exploitation. La diminution des intrants permet de réduire les charges opérationnelles et de diminuer la sensibilité aux variations de prix des intrants, très volatils comme ceux de l'énergie. Cela permet aussi de limiter les risques face aux aléas climatiques en diversifiant les sources de revenu.

Mais plusieurs freins persistent pour enclencher une diversification à grande échelle des assolements.

En amont tout d'abord, les agriculteurs ont besoins de semences adaptées, de connaissances techniques, d'un conseil adapté, de matériel spécifique, de produits homologués... qui sont moins disponibles pour les cultures marginales. Dans un contexte d'incertitudes conjoncturelles et climatiques, cela représente une prise de risque supplémentaire.

Puis, en aval, les cultures marginales génèrent un surcoût sur la collecte et le stockage. Les entreprises peuvent aussi avoir du mal à écouler de faibles volumes, surtout lorsque ceux-ci varient fortement d'une année à l'autre et que la qualité est peu standardisée.

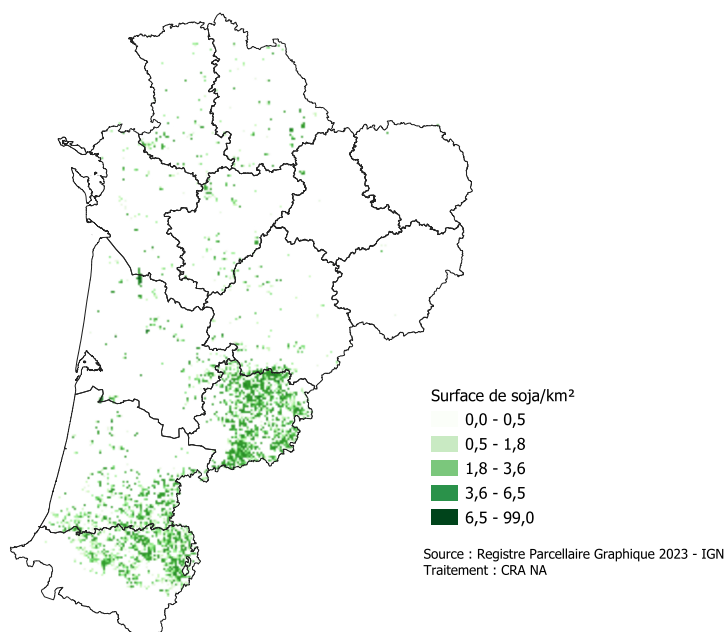
**La création d'un outil de transformation donne un signal fort à l'ensemble de la filière. En levant le frein des débouchés, il permet à chaque acteur de s'engager et d'investir sereinement dans une culture. Le soja, grâce à son débouché sur l'alimentation animale locale, peut permettre de massifier la diversification des assolements, contrairement aux surfaces de légumineuses pour l'alimentation humaine (lentille, pois chiche par exemple), qui peinent à se développer face aux débouchés insuffisants et fluctuants.**

## LA RELOCALISATION DES OUTILS DE TRANSFORMATION : UN ENJEU DE SOUVERAINETÉ TERRITORIALE

Une usine de trituration de colza est déjà présente sur le territoire, située à Chalandray (86). Elle produit actuellement 140 000 tonnes de tourteau de colza qui n'est pas nécessairement issu de la Région.

Une usine de trituration en cours de construction à Pamproux (79) sera opérationnelle en janvier 2026<sup>13</sup>. Cet investissement de 8,8 millions d'euros (dont 2,16 M€ de financements publics) permettra à terme de transformer 20 000 tonnes de graines, dont 13 000 tonnes de graines de soja pour produire environ 10 500 tonnes de tourteau, qui seront valorisées dans les filières animales locales sous signe de qualité et non OGM. Par exemple, cela représenterait environ 20% de la consommation actuelle en tourteau de soja de la zone AOP Beurre Charentes-Poitou<sup>14</sup>.

Surface de soja/km<sup>2</sup>  
Nouvelle-Aquitaine



**Les outils de transformation incitent à la production locale en sécurisant les débouchés pour les agriculteurs**

<sup>12</sup> Pour tout le chapitre : [La diversification des assolements en France : intérêts, freins et enjeux - 2012](#)

<sup>13</sup> <https://www.lanouvellerepublique.fr/deux-sevres/commune/pamproux/la-filiere-soja-se-renouvelle-prend-ses-marques-et-gagne-des-marches-1739780071>

<sup>14</sup> Approche interne de l'Organisme de Gestion de l'AOP : entre 50 et 60 000 tonnes consommées en 2024

# OPPORTUNITÉS ET FREINS AU DÉVELOPPEMENT DE LA CULTURE DU SOJA EN NOUVELLE-AQUITAINE



Construction de l'unité de trituration sur le site de la SICA ALICOOP Pamproux - mars 2025



## Utilisation et commercialisation des huiles

La production annuelle en huile est attendue à 4 000 tonnes dont 1 300 tonnes d'huile de soja. Cette production d'huile sera incorporée dans les aliments des usines Alicoop et commercialisée sur le marché des huiles brutes.

Les coopératives actionnaires de la SICA ALICOOP, porteuses de ce projet d'investissement, parmi lesquelles figure la coopérative Océalia, assureront l'approvisionnement de l'outil de trituration. En 2024, elles ont récolté 1 400 hectares de soja. L'objectif est de produire 2 500 hectares en 2025, puis 3 600 hectares en 2026 pour atteindre 7 000 ha en 2028, soit 5 500 ha supplémentaires en 2028.

## Réduction des émissions de carbone : un potentiel de -54% grâce à la relocalisation

Le projet de trituration présente une opportunité significative de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Selon une étude réalisée par la coopérative Océalia, en s'appuyant sur les données issues de la base ECOALIM V9, ce projet permettrait une baisse des émissions en équivalent CO<sub>2</sub> à hauteur de 17 000 tonnes.

Les données présentées dans le tableau ci-dessous mettent en évidence qu'une relocalisation de la production de graines de soja en France pourrait entraîner une réduction de 54 % des émissions de gaz à effet de serre. Ces résultats démontrent l'impact favorable de la production locale sur l'empreinte carbone du secteur.

Effet de la production régionale de 13 000 tonnes de soja sur les émissions de CO<sub>2</sub> : résultats issus de la base ECOALIM V9 (RSE Océalia, avril 2025).

| DB ECOALIM V9                     | Emission CO <sub>2</sub> e en T/T | H1 Tonnes Soja | H1 Tonnes CO <sub>2</sub> e | H2 Tonnes Soja | H2 Tonnes CO <sub>2</sub> e | H3 Tonnes Soja | H3 Tonnes CO <sub>2</sub> e |
|-----------------------------------|-----------------------------------|----------------|-----------------------------|----------------|-----------------------------|----------------|-----------------------------|
| Soja France sortie OS ECOALIM V9  | 0,473                             | 0              | 0                           | 6 500          | 3 074,5                     | 13 000         | 6 149                       |
| Soja Bresil sortie OS ECOALIM V9  | 1,783                             | 13 000         | 23 179                      | 6 500          | 11 589,5                    | 0              | 0                           |
| Colza France sortie OS ECOALIM V9 | 1,162                             | 7 000          | 8 134                       | 7 000          | 8 134                       | 7 000          | 8 134                       |
|                                   | TOTAL                             | 20 000         | 31 313                      | 20 000         | 22 798                      | 20 000         | 14 283                      |

Polyvalent par essence, cet outil ne se limitera pas au soja : il transformera également les graines de colza et de tournesol, répondant ainsi à une diversité de besoins agricoles et industriels. La France exporte des protéines animales et végétales, mais importe l'azote qui les compose. Notre souveraineté alimentaire est un trompe-l'œil sur le plan protéique : les soldes commerciaux positifs en céréales et produits laitiers couvrent moins de la moitié

du déficit creusé par les importations d'azote minéral<sup>15</sup>.

La dépendance de l'agriculture française à ces importations est d'autant plus problématique qu'un quart provient de Russie et Biélorussie, sous la menace d'un embargo ou de sanctions liés à la guerre en Ukraine.

Renforcer l'indépendance en protéine de la région viendra également réduire les risques sanitaires liés à l'importation de soja de l'étranger.

<sup>15</sup> Évaluation de la souveraineté agricole et alimentaire de la France. Rapport au Gouvernement, mars 2024, (graphique p.13) : <https://www.vie-publique.fr/rapport/293731-evaluation-de-la-souverainete-agricole-et-alimentaire-de-la-france>

## LE BESOIN EN EAU DU SOJA EST LE PRINCIPAL FREIN À L'AUGMENTATION DES SURFACES

Aujourd'hui, grâce au progrès génétique, la production de soja est possible dans le Nord de la région, sous condition d'une alimentation suffisante en eau.

Dans le nord de la Nouvelle-Aquitaine, les surfaces en soja sont passées de 500 à 5 500 ha entre 2013 et 2024. Cette explosion des surfaces est due à la conditionnalité des aides de la PAC (aide couplé d'environ 130 €/ha jusqu'à 2027), mais aussi à une augmentation structurelle des prix de la graine de soja ainsi que les plans nationaux en faveur de la production de protéines végétales.

Mais aujourd'hui les surfaces stagnent : les coopératives actionnaires de la SICA ALICOOP qui veulent développer les surfaces en soja pour approvisionner l'outil peinent à contractualiser des surfaces en soja avec ses agriculteurs adhérents. La contractualisation garantit pourtant un prix d'achat indexé sur le cours du maïs grain (la culture concurrente dans les assolements). Mais les agriculteurs hésitent à se lancer, car les rendements sont aléatoires et très dépendants de la disponibilité hydrique en fin de cycle, qu'ils ne maîtrisent pas. En effet, même avec de l'irrigation, les restrictions sont fréquentes et la culture du soja ne fait pas partie des cultures dérogeables à

l'irrigation, comme le maïs ensilage en Deux-Sèvres par exemple, qui garantit l'autonomie fourragère des éleveurs en cas de sécheresse.

Ainsi, les agriculteurs préfèrent cultiver du maïs, dont le rendement est moins impacté que le soja en cas de sécheresse, plutôt que de se lancer dans une culture qu'ils ne connaissent pas, avec un besoin en matériel spécifique et un rendement plus aléatoire, et ce malgré les bénéfices agronomiques de la culture.



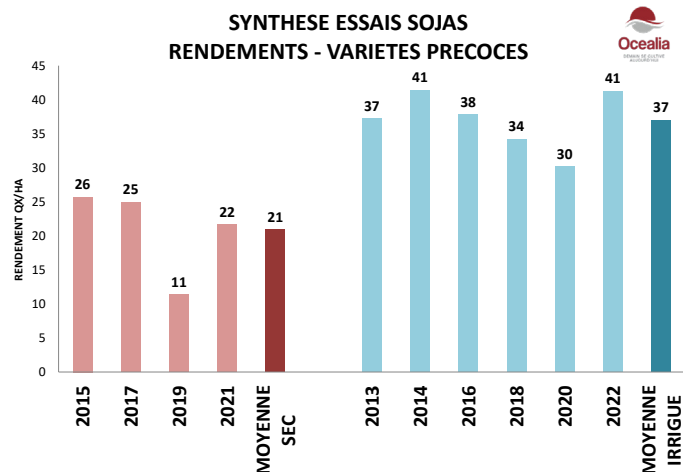
## L'IRRIGATION DU SOJA : UN BESOIN EN EAU MODESTE AU REGARD DE LA RESSOURCE DISPONIBLE

L'alimentation en eau est un facteur clé pour maximiser le rendement et la teneur en protéines du soja. La culture nécessite un besoin total en eau de 450 à 570 mm (pluie et/ou irrigation) pour atteindre un rendement supérieur à 35 q/ha. Une irrigation bien gérée peut augmenter le rendement de 15 quintaux/ha pour 200 mm d'irrigation apportée.

Le besoin en eau est similaire au maïs en volume, mais l'irrigation doit être maintenue jusqu'à 3 voire 2 semaines de la récolte, soit jusqu'à début septembre, alors que l'irrigation du maïs s'arrête généralement avant le 15 août. Cela explique la vulnérabilité du rendement du soja face aux sécheresses estivales et aux restrictions d'irrigation.

À l'échelle des coopératives actionnaires de la SICA ALICOOP, 70% des surfaces en soja sont irriguées actuellement. Si l'objectif de 5 500 ha de soja supplémentaires était atteint avec la même proportion irriguée, cela représenterait environ 4 000 ha irrigués à 200 mm/ha, soit 8 millions de m<sup>3</sup> d'eau à allouer au soja. Cela ne représente que 4% des volumes destinés à l'irrigation sur la zone de collecte d'Océalia, et moins de 3% des surfaces irriguées.

**Sécuriser le rendement du soja grâce à une dérogation d'irrigation permettrait de lever le principal frein au développement des surfaces dans la région. Le volume d'eau à sécuriser est très faible au regard des volumes totaux. Au vu des enjeux de transition agroécologique, et de maintien d'un élevage créateur de valeur ajoutée dans la région, cela nous semblerait être une bonne utilisation de la ressource en eau, comme entendue dans l'ambition 3 de la feuille de route Neo-Terra.**



<sup>16</sup> [Observatoire des territoires](#), BNPE, OFB, 2024

<sup>17</sup> [Agreste, RA 2020](#)